

**CONSOLIDATION OF SEIZURES
ACT (NUNAVUT)**
R.S.N.W.T. 1988,c.S-6

**CODIFICATION ADMINISTRATIVE
DE LA LOI SUR LES SAISIES
(NUNAVUT)**
L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-6

**AS AMENDED BY NORTHWEST
TERRITORIES STATUTES:**

R.S.N.W.T. 1988,c.8(Suppl.)
In force July 19, 1993;
SI-008-93
S.N.W.T. 1995,c.11
S.N.W.T. 1996,c.19
In force April 1, 1998;
SI-005-98
S.N.W.T. 1998,c.24

**MODIFIÉE PAR LES LOIS DES
TERRITOIRES DU NORD-OUEST
SUIVANTES :**

L.R.T.N.-O. 1988, ch. 8 (Suppl.)
En vigueur le 19 juillet 1993;
TR-008-93
L.T.N.-O. 1995, ch. 11
L.T.N.-O. 1996, ch. 19
En vigueur le 1^{er} avril 1998;
TR-005-98
L.T.N.-O. 1998, ch. 24

**AS AMENDED BY STATUTES
ENACTED UNDER SECTION 76.05
OF NUNAVUT ACT:**

S.N.W.T. 1998,c.34
In force April 1, 1999

**MODIFIÉE PAR LA LOI ÉDICTÉE EN
VERTU DE L'ARTICLE 76.05 DE LA
LOI SUR LE NUNAVUT SUIVANTE :**

L.T.N.-O. 1998, ch. 34
En vigueur le 1^{er} avril 1999

This consolidation is not an official statement of the law. It is an office consolidation prepared for convenience only. The authoritative text of statutes can be ascertained from the *Revised Statutes of the Northwest Territories, 1988* and the Annual Volumes of the Statutes of the Northwest Territories (for statutes passed before April 1, 1999) and the Statutes of Nunavut (for statutes passed on or after April 1, 1999).

La présente codification administrative ne constitue pas le texte officiel de la loi; elle n'est établie qu'à titre documentaire. Seules les lois contenues dans les *Lois révisées des Territoires du Nord-Ouest (1988)* et dans les volumes annuels des Lois des Territoires du Nord-Ouest (dans le cas des lois adoptées avant le 1^{er} avril 1999) et des Lois du Nunavut (dans le cas des lois adoptées depuis le 1^{er} avril 1999) ont force de loi.

SEIZURES ACT (NUNAVUT)

INTERPRETATION

Definitions

1. In this Act,

"creditor" means,

- (a) in relation to a writ of execution, the person entitled to enforce by execution the payment of money payable pursuant to any judgment or order that is enforceable by execution, and
- (b) in relation to a distress, the person who has the power of distress; (*créancier*)

"debtor" means,

- (a) in relation to a writ of execution, the person liable for the payment of money under a writ of execution, and
- (b) in relation to a distress, the person who is liable for the payment of money or the delivery up of goods or chattels, which payment or delivery up is enforceable by distress or proceedings in the nature of distress; (*débiteur*)

"distress" means any act or thing done in the exercise of a power of distress; (*saisie-gagerie*)

"judgment creditor" means the person entitled to receive money payable under a judgment or order of the Supreme Court; (*créancier judiciaire*)

"judgment debtor" means the person liable for the payment of money payable under a judgment or order of the Supreme Court; (*débiteur judiciaire*)

"notice of objection" means a notice of objection to seizure as prescribed; (*avis d'opposition*)

"power of distress" means the right of a person to enforce the payment of a claim against another person by means of taking a personal chattel out of the possession of that other person otherwise than by the authority of a writ of execution; (*droit de saisie-gagerie*)

"Sheriff" includes deputy Sheriff, assistant Sheriff and Sheriff's bailiff; (*shérif*)

"writ of execution" includes a writ of attachment. (*bref d'exécution*)
S.N.W.T. 1998,c.34,Sch.C,s.32(2).

LOI SUR LES SAISIES (NUNAVUT)

DÉFINITIONS

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«avis d'opposition» Avis d'opposition à saisie prévu par règlement. (*notice of objection*)

«bref d'exécution» S'entend également d'un bref de saisie-exécution. (*writ of execution*)

«créancier»

- a) À l'égard d'un bref d'exécution, la personne qui est autorisée à exiger par voie d'exécution forcée le paiement des sommes qui lui sont payables en vertu d'un jugement ou d'une ordonnance qui peut faire l'objet d'une exécution forcée;
- b) dans le cas d'une saisie-gagerie, la personne qui a le droit d'y procéder. (*creditor*)

«créancier judiciaire» La personne qui a le droit de recevoir les sommes qui sont payables en conformité avec un jugement ou une ordonnance de la Cour suprême. (*judgment creditor*)

«débiteur»

- a) À l'égard d'un bref d'exécution, la personne qui est tenue au paiement de la somme visée par le bref d'exécution;
- b) à l'égard d'une saisie-gagerie, la personne qui est tenue au paiement des sommes ou à la remise des objets ou chatels qui peuvent chacun être susceptibles d'une saisie-gagerie ou de procédures de même nature. (*debtor*)

«débiteur judiciaire» La personne qui est tenue au paiement d'une somme en conformité avec un jugement ou une ordonnance de la Cour suprême. (*judgment debtor*)

«droit de saisie-gagerie» Le droit d'une personne d'obtenir le paiement d'une somme qu'une autre personne lui doit en saisissant ses chatels autrement qu'en vertu d'un bref d'exécution. (*power of distress*)

«saisie-gagerie» Tout geste accompli dans l'exercice d'un droit de saisie-gagerie. (*distress*)

«shérif» S'entend également du shérif délégué, du

APPLICATION

Application of Act 2. (1) This Act applies to
(a) a power to enforce the payment of money payable under an order made under the *Wages Recovery Act*; and
(b) a certificate of tax arrears that has been ordered to be filed as an order or judgment under the *Property Assessment and Taxation Act*.

Non-application of Act (2) This Act does not apply to a power of distress
(a) under a trust, deed, mortgage or similar instrument made to secure debentures, stocks, bonds or other securities of a body corporate or to a distress under such an instrument;
(b) for the recovery or enforcement of payment of taxes or to a distress under taxes; or
(c) subject to subsection (1), to enforce the payment of money payable under a conviction or order of a justice made under an Act of the Territories, an Act of Canada or a by-law having the force of law in the Territories, or to a distress under such an Act or by-law. S.N.W.T. 1998,c.34,Sch.C,s.32(3).

PROPERTY GENERALLY

Binding effect of writ of execution 3. A writ of execution binds the goods of the judgment debtor that are situated in the Territories from the time of delivery of the writ of execution to the Sheriff, but not so as to prejudice the title to the goods acquired by a person in good faith and for valuable consideration, unless that person had, at the time when that person acquired his or her title, notice that the writ of execution had been delivered to the Sheriff and remained in the hands of the Sheriff unsatisfied.

Power to seize 4. (1) The Sheriff may, by virtue of a writ of

CHAMP D'APPLICATION

2. (1) La présente loi s'applique :
a) au droit de faire exécuter une ordonnance portant paiement d'une somme rendue en vertu de la *Loi sur le recouvrement des salaires*;
b) à un certificat d'arriéré de taxes dont le dépôt à titre d'ordonnance ou de jugement a été ordonné sous le régime de la *Loi sur l'évaluation et l'impôt fonciers*.

(2) La présente loi ne s'applique pas au droit de saisie-gagerie :
a) prévu par un acte de fiducie, un acte de transfert, une hypothèque ou un acte semblable établi pour garantir des débetures, des actions, des obligations ou autres valeurs mobilières d'une personne morale ou à une saisie-gagerie effectuée sous le régime d'un tel acte;
b) visant le recouvrement ou le paiement des taxes, ou à une saisie-gagerie pour taxes;
c) sous réserve du paragraphe (1), visant le paiement d'une somme payable en vertu d'une condamnation ou d'une ordonnance prononcée par un juge de paix en vertu d'une loi des territoires, d'une loi fédérale ou d'un règlement municipal ayant force de loi dans les territoires, ou à une saisie-gagerie en vertu d'une telle loi ou d'un tel règlement municipal. L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 53; L.T.N.-O. 1998, ch. 34, Ann. C, art. 32(3).

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES BIENS

3. Le bref d'exécution grève tous les objets du débiteur judiciaire qui sont situés dans les territoires à compter du moment où il est remis au shérif, sans toutefois porter atteinte aux titres sur ces objets acquis par une personne agissant de bonne foi et contre valeur, sauf si celle-ci, au moment où elle a acquis son titre, avait connaissance de la remise du bref d'exécution au shérif et du fait qu'il n'avait pas été exécuté.

4. (1) Le shérif peut, en vertu d'un bref Droit de

| | | | |
|-------------------------------------|--|---|-----------------------------|
| and sell | <p>execution, seize and sell</p> <p>(a) any equitable or other right, property, estate or interest of the debtor in or in respect of any goods or other personal property and any equity of redemption of the debtor in respect of the goods or other personal property; and</p> <p>(b) any leasehold interests in land and any other chattels real that are the property of the debtor.</p> | <p>d'exécution, saisir les objets suivants et procéder à leur vente :</p> <p>a) tout droit, notamment en equity, droit de propriété, domaine ou intérêt du débiteur sur des objets ou autres biens meubles, y compris tout droit de rachat du débiteur à l'égard de ceux-ci;</p> <p>b) tout droit de tenure à bail sur un bien-fonds ou autre domaine à bail qui appartient au débiteur.</p> | saisie |
| Vesting on sale | <p>(2) Where the Sheriff makes a sale referred to in subsection (1), every equitable or other right, property, estate interest or equity of redemption that the debtor had or was entitled to at the time of the seizure of it under writ of execution vests in the purchaser.</p> | <p>(2) Lorsque le shérif procède à la vente, tous les droits, notamment en equity, les droits de propriété, les domaines, intérêts et droits de rachat que le débiteur avait ou auxquels il aurait pu prétendre au moment de la saisie sont transférés à l'acheteur.</p> | Transfert des droits |
| MONEY AND SECURITIES | | ARGENT ET TITRES DE CRÉANCE | |
| Seizure of money and securities | <p>5. (1) The Sheriff may, by virtue of a writ of execution, seize any money or bank notes belonging to a debtor including</p> <p>(a) any surplus of a former execution against the debtor, and</p> <p>(b) any moneys levied under a writ of execution issued on a judgment or order in favour of the debtor,</p> <p>as well as cheques, bills of exchange, promissory notes, bonds, mortgages or other securities for money belonging to the person against whom the execution has been issued.</p> | <p>5. (1) Le shérif peut, en vertu d'un bref d'exécution, saisir l'argent ou les billets de banque appartenant au débiteur, notamment tout excédent provenant d'une exécution forcée antérieure pratiquée contre le débiteur et les sommes qui proviennent de l'exécution forcée d'un jugement ou d'une ordonnance qui avait été rendu en faveur de celui-ci, ainsi que les chèques, lettres de change, billets à ordre, obligations, hypothèques ou autres titres de créance appartenant à la personne contre qui le bref d'exécution a été délivré.</p> | Argent et titres de créance |
| Power of Sheriff to hold securities | <p>(2) The Sheriff may hold the cheques, bills of exchange, promissory notes, bonds, mortgages or other securities referred to in subsection (1) as security for the amount directed to be levied or so much of that as has not been otherwise levied or raised and</p> <p>(a) subject to the <i>Creditors Relief Act</i>, may pay and assign the securities to the creditor at the sum actually due on and secured by them if the creditor will accept them as money collected; or</p> <p>(b) may sue in his or her own name for the recovery of the sums secured by them, and for the enforcement of the security.</p> | <p>(2) Le shérif peut garder en sa possession les chèques, lettres de change, billets à ordre, obligations, hypothèques et titres de créance en garantie des sommes qu'il est tenu de prélever ou de la partie de ces sommes qui n'a pas été autrement prélevée ou recueillie, et :</p> <p>a) sous réserve de la <i>Loi sur le désintéressement des créanciers</i>, peut céder les titres de créance au créancier, si celui-ci les accepte à titre de paiement de la somme qui lui est due;</p> <p>b) peut intenter, en son propre nom, une action en recouvrement des sommes qui sont garanties par les titres de créance ou pour l'exécution forcée de ceux-ci.</p> | Pouvoir du shérif |
| Assignment | <p>(3) On notice to the debtor, the assignment referred to in paragraph (2)(a) vests in the creditor all the rights that are capable of assignment in respect of the securities.</p> <p>(4) The transfer by the Sheriff to the creditor of</p> | <p>(3) La cession visée à l'alinéa 2a) transfère au créancier, dès qu'avis en est donné au débiteur, tous les droits qui, en ce qui concerne ces titres de créance, sont cessibles.</p> <p>(4) La remise par le shérif à un créancier d'un</p> | Cession |
| | <p>(4) The transfer by the Sheriff to the creditor of</p> | <p>(4) La remise par le shérif à un créancier d'un</p> | Quittance |

| | | | |
|-------------------------------------|--|---|---|
| Discharge of Sheriff | the property mentioned in this section discharges the Sheriff to the extent of the amount due on the property and secured by the property. | bien visé au présent article libère le shérif jusqu'à concurrence de la créance garantie par le bien en question. | |
| Discharge on payment | (5) Payment to the Sheriff by the person liable under any of the securities mentioned in this section and seized in execution by the Sheriff discharges the person liable from his or her liability in respect of the securities to the extent of the payment. | (5) Le versement au shérif d'une somme qu'une personne visée par un titre de créance mentionné au présent article effectue et que le shérif saisit constitue à l'égard de cette personne une quittance et la libère jusqu'à concurrence du montant du versement. | Effet du paiement au shérif |
| Moneys payable to persons entitled | (6) Subject to the <i>Creditors Relief Act</i> , moneys realized by the Sheriff under a writ of execution in respect of any of the proper costs, charges, expenses, fees and poundages of the Sheriff, are payable to the person entitled to the money under the <i>Creditors Relief Act</i> to the extent to which the person is so entitled, and any surplus that remains must be paid to the debtor or other person lawfully entitled to receive it. | (6) Sous réserve de la <i>Loi sur le désintéressement des créanciers</i> , les sommes recouvrées par le shérif en vertu d'un bref d'exécution à l'égard de ses frais, honoraires, dépenses et commissions doivent être versées à la personne qui y a droit en vertu de cette loi, le surplus, s'il y a lieu, étant remis au débiteur ou à toute autre personne qui y a légalement droit. | Remise des sommes recouvrées |
| SHARES AND DIVIDENDS | | ACTIONS ET DIVIDENDES | |
| Definition of "bank or corporation" | 6. (1) In this section, "bank or corporation" means an incorporated bank or other corporation having transferable shares whose shares and dividends or any equitable or other right, property, interest or equity of redemption in or in respect of shares or dividends are seized under a writ of execution or other process. | 6. (1) Au présent article, «banque ou personne morale» s'entend d'une banque ou d'une personne morale constituée dont les actions sont transférables et dont les actions ou les dividendes ou tout autre droit, notamment en equity, droit de propriété, intérêt ou droit de rachat portant sur ses actions ou dividendes ont été saisis en vertu d'un bref d'exécution ou autre acte judiciaire. | Définition de «banque ou personne morale» |
| Seizure of shares and dividends | (2) Shares and dividends, and any equitable or other right, property, interest or equity of redemption in or in respect of shares or dividends, in a bank or corporation (a) shall be deemed to be personal property found in the place where notice of the seizure of them is served; and (b) may be seized under writ of execution and sold under writ of execution in the same manner as other personal property. | (2) Les actions et les dividendes et tout autre droit, notamment en equity, droit de propriété, intérêt ou droit de rachat portant sur ces actions ou dividendes, d'une banque ou d'une personne morale : a) sont assimilés à des biens personnels se trouvant sur les lieux où l'avis de la saisie est signifié; b) peuvent être saisis en vertu d'un bref d'exécution et vendus en vertu de celui-ci de la même manière que d'autres biens personnels. | Saisie des actions et des dividendes |
| Power to seize | (3) The Sheriff, on being informed by or on behalf of the judgment creditor that the debtor has any shares referred to in subsection (2) and on being required to seize them, shall (a) seize the share certificates or other documents evidencing the ownership of the shares; and (b) either before or within five days after the seizure, serve a copy of the writ of execution on the bank or corporation and a notice that all the shares of the debtor are seized under the writ of execution. | (3) Le shérif, dès que le créancier judiciaire ou son mandataire l'informe du fait que le débiteur a en sa possession des actions visées au paragraphe (2) et lui demande de les saisir, est tenu : a) de saisir les certificats d'actions ou les autres documents constatant le droit de propriété à l'égard de celles-ci; b) avant ou dans les cinq jours suivant la saisie, de signifier une copie du bref d'exécution à la banque ou à la personne morale, accompagnée d'un avis de la saisie des actions du débiteur effectuée en vertu du bref d'exécution. | Droit de saisie |

| | | | |
|-----------------------------|--|---|---|
| Where transfer invalid | (4) Where the notice referred to in paragraph (3)(b) is served, no transfer of the shares by the debtor is valid unless the Sheriff notifies the bank or corporation that the seizure has been withdrawn. | (4) Lorsque l'avis visé à l'alinéa 3b) est signifié, aucun transfert des actions effectué par le débiteur n'est valide tant que le shérif n'a pas avisé la banque ou la personne morale de la mainlevée de la saisie. | Nullité du transfert |
| Where seizure may be made | (5) Seizure may be made under this section and notice served at the branch or office of the bank or corporation where service of notice may be made or where a share register is kept. | (5) Le shérif peut effectuer la saisie et donner l'avis au lieu, succursale ou bureau, où la banque ou la personne morale peut recevoir signification, ou à celui où est conservé un registre des actionnaires. | Lieu de la saisie |
| Scope of seizure and sale | (6) Every seizure and sale under this section or section 8 shall include all dividends, premiums, bonuses or other pecuniary profits in respect of the shares seized, and the bank or corporation shall not, after notice has been given in accordance with subsection (3), pay the dividends, premiums, bonus or other pecuniary profits to anyone except the person to whom the shares have been sold. | (6) La saisie et la vente effectuées en vertu du présent article ou de l'article 8 visent les dividendes, les primes, les bonis et autres bénéfices pécuniaires sur les actions saisies. La banque ou la personne morale ne peut, après que l'avis prévu au paragraphe (3) lui a été remis, payer les dividendes, primes, bonis et autres bénéfices pécuniaires à toute autre personne que l'acheteur des actions. | Portée de la saisie et de la vente |
| Where notice must be served | (7) Where a bank or corporation has more than one branch or office where (a) service of process may be made, and there is a branch or office where transfers of shares may be effected and entered by the bank or corporation so as to be valid as regards the bank or corporation, or (b) dividends or profits referred to in subsection (6) on stock may be paid, other than the place where service of the notice has been made, the notice referred to in subsection (3) does not affect a transfer or payment of dividends or profits duly made and entered at a branch or office, other than the branch or office where service of the process was made, so as to require the bank or corporation to pay twice, or so as to affect the rights of any bona fide purchaser, until after the expiration of a period from the time of service sufficient for the transmission of notice of service by post from the branch or office where service of process has been made to the other branch or office, which notice the bank or corporation shall transmit. | (7) Si la banque ou la personne morale a plus d'un bureau ou d'une succursale où la signification peut être faite et qu'il existe, soit un bureau ou une succursale où les transferts peuvent être effectués et inscrits par la banque ou la personne morale de façon à les rendre opposables, soit un bureau ou une succursale où les dividendes ou les bénéfices visés au paragraphe (6) peuvent être payés sur des actions, ni l'un ni l'autre n'étant le bureau ou la succursale où la signification a été faite, l'avis visé au paragraphe (3) n'a pas d'incidence sur le transfert ou le paiement de dividendes ou de bénéfices dûment effectués et inscrits à cet autre bureau ou succursale de façon à obliger la banque ou la personne morale à payer deux fois ou de façon à porter atteinte au droit d'un acheteur de bonne foi, jusqu'à l'expiration d'un délai suffisant après la signification pour permettre à la banque ou à la personne morale à qui il incombe de le faire de transmettre l'avis de signification par la poste, du bureau ou de la succursale où la signification a été faite jusqu'à cet autre bureau ou succursale. | Transmission de l'avis de signification |
| Service after sale | (8) Where a share of a bank or corporation is sold, the Sheriff shall, within 10 days after the sale, serve on the bank or corporation at a branch or office where service of process may be made a copy of the writ of execution with the certificate of the Sheriff endorsed on it, certifying the sale and the name of the purchaser. | (8) Lorsqu'une action d'une banque ou d'une personne morale est vendue, le shérif, dans les dix jours suivant la vente, est tenu de signifier à la banque ou à la personne morale au bureau ou à la succursale où la signification peut être faite une copie du bref d'exécution portant le certificat du shérif faisant état de la vente et donnant le nom de l'acheteur. | Signification après la vente |
| Rights of purchaser | (9) The purchaser referred to in subsection (8) has the same rights and is under the same obligations as if the purchaser had purchased the share from the | (9) L'acheteur mentionné au paragraphe (8) a les mêmes droits et obligations que s'il avait acheté l'action du débiteur au moment de la signification de | Droits de l'acheteur |

debtor at the time of the service of notice under subsection (3).

l'avis mentionné au paragraphe (3).

Rights of creditor

7. Nothing in this Act affects any remedy that a creditor might, without this Act, have had against any share or the dividends, premiums, bonuses or other pecuniary profits in respect of a share, and subsections 6(3) to (9) apply to that remedy insofar as they can be applied to that remedy.

7. La présente loi ne porte pas atteinte aux autres recours qu'un créancier pourrait avoir, n'était la présente loi, à l'égard des actions ou des dividendes, des primes, des bonis ou autres bénéfices pécuniaires sur une action. Les paragraphes 6(3) à (9) s'appliquent à ces recours dans la mesure du possible.

Droits du créancier

Sale procedure for shares in private company or non-distributing corporation

8. (1) Where under section 6 the Sheriff seizes the shares of a debtor in a corporation as defined in the *Business Corporations Act* that is not a distributing corporation, the Sheriff shall

- (a) first offer the shares seized for sale to any or all of the other shareholders of the corporation that is not a distributing corporation;
- (b) send notice of the seizure by mail to the corporation at its registered office and to at least three other shareholders of the corporation if there are so many, and if not, to the other shareholders; and
- (c) sell the shares seized or any part of them to any shareholder who, within 30 days after the date of the mailing of the notice,
 - (i) makes an offer for the purchase of the shares at a price that appears to the Sheriff to be reasonable, and
 - (ii) pays the purchase price to the Sheriff.

8. (1) Lorsqu'il saisit, en vertu de l'article 6, les actions que le débiteur possède dans une société, au sens de la *Loi sur les sociétés par actions*, qui n'est pas une société ayant fait appel au public, le shérif est tenu :

- a) de les offrir d'abord aux autres actionnaires de la société qui n'est pas une société ayant fait appel au public ou à l'un d'eux;
- b) d'envoyer, par la poste, un avis de la saisie au bureau enregistré de la société, et à au moins trois autres actionnaires de la société, s'il y en a autant, et dans le cas contraire, aux autres actionnaires;
- c) de vendre la totalité ou une partie des actions saisies à tout actionnaire qui, dans les 30 jours suivant la date de la mise à la poste de l'avis :
 - (i) fait une offre d'achat de ces actions à un prix qui, selon le shérif, est raisonnable,
 - (ii) verser au shérif le prix d'achat.

Saisie et vente des actions

Where shares not sold

(2) Any shares in a private company or a corporation that is not a distributing corporation remaining unsold at the expiration of the period of 30 days referred to in paragraph (1)(c), shall be sold by the Sheriff in the same manner as any other personal property. S.N.W.T. 1996,c.19,Sch.,s.11; S.N.W.T. 1998,c.24,s.28(2).

(2) À l'expiration du délai de 30 jours mentionné à l'alinéa (1)c), les actions non vendues d'une compagnie privée ou d'une société qui n'est pas une société ayant fait appel au public sont vendues par le shérif de la même façon que tout autre bien mobilier. L.T.N.-O. 1996, ch. 19, Ann., art. 11; L.T.N.-O. 1998, ch. 24, art. 28(2).

Vente au grand public

MORTGAGES AND ENCUMBRANCES

HYPOTHÈQUES ET CHARGES

Seizure of mortgage

9. (1) The Sheriff, where charged with the execution of a writ of execution, may seize under the writ any registered mortgage of or encumbrance on lands or chattels of which the debtor is the owner, by delivering a notice in writing of the seizure to the proper officer in the office in which the mortgage or encumbrance is registered.

9. (1) Le shérif peut saisir, en vertu du bref d'exécution qui lui est remis, une hypothèque enregistrée ou une charge portant sur des biens-fonds ou des chatels qui appartiennent au débiteur. La saisie s'effectue par remise d'un avis écrit de la saisie au fonctionnaire compétent du bureau où l'hypothèque ou la charge est enregistrée.

Saisie d'une hypothèque

Charging of mortgage

(2) No mortgage or encumbrance is affected or charged by a writ of execution until delivery of the notice referred to in subsection (1).

(2) Aucune hypothèque ou charge n'est grevée par un bref d'exécution avant la remise de l'avis mentionné au paragraphe (1).

Remise de l'avis

Duty on

(3) On receipt of a notice referred to in

(3) Dès qu'il reçoit l'avis mentionné au

Obligation du

| | | | |
|-------------------|---|---|-------------------------|
| receipt of notice | subsection (1) by the proper officer, that officer shall make an entry of the receipt of the notice in the register or other book in which the mortgage or encumbrance is registered. | paragraphe (1), le fonctionnaire compétent l'indique dans le registre ou autre livre dans lequel l'hypothèque ou la charge est enregistrée. | fonctionnaire compétent |
|-------------------|---|---|-------------------------|

| | | | |
|------------------------|---|--|-------------------|
| Requirement for notice | (4) No person who is liable to pay money under a mortgage or encumbrance seized under this section is affected by the seizure of the mortgage or encumbrance until (a) notice in writing of the seizure has been served on him or her personally; or (b) the person has otherwise acquired actual knowledge of the seizure. | (4) La personne qui est tenue au versement d'une somme en conformité avec l'hypothèque ou la charge saisie sous le régime du présent article n'est pas visée par la saisie de l'hypothèque ou de la charge avant d'avoir été informée de la saisie, par signification à personne d'un avis à cet égard ou qu'il a connaissance de la saisie par d'autres moyens. | Avis de la saisie |
|------------------------|---|--|-------------------|

| | | | |
|-----------------------|--|--|-------------------------------------|
| Payments after notice | (5) Payments made by the person referred to in subsection (4) to the debtor after service of the notice of the seizure are of no effect as against the Sheriff and the creditor. | (5) Les paiements effectués au débiteur par la personne visée au paragraphe (4) après signification de l'avis de la saisie ne sont pas opposables au shérif ou aux créanciers. | Paiements après l'avis de la saisie |
|-----------------------|--|--|-------------------------------------|

| | | | |
|---------------|--|--|-------|
| Order of sale | 10. No mortgage or other security for money seized under a writ of execution shall be sold except on the order of a judge of the Supreme Court and then only on the conditions that the judge considers proper. | 10. Il est interdit de vendre une hypothèque ou un titre de créance saisi en vertu d'un bref d'exécution, sauf en conformité avec une ordonnance d'un juge de la Cour suprême et en conformité avec les modalités qu'il estime indiquées. | Vente |
|---------------|--|--|-------|

GOODS AND CHATTELS

OBJETS ET CHATELS

| | | | |
|-------------------------------|---|--|------------------------------|
| Seizure of goods and chattels | 11. The Sheriff, by a writ of execution, may seize the goods and chattels of the debtor or any interest of the debtor in them. S.N.W.T. 1998,c.24,s.28(3). | 11. En vertu d'un bref d'exécution, le shérif peut saisir les objets et les chatels du débiteur ou tout intérêt que celui-ci possède sur eux. L.T.N.-O. 1998, ch. 24, art. 28(3). | Saisie des objets et chatels |
|-------------------------------|---|--|------------------------------|

SALE GENERALLY

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LA VENTE

| | | | |
|---------------------------|---|--|-------------------------|
| Sale of personal property | 12. (1) Personal property taken in execution under a writ of execution or by virtue of a power of distress and not specifically mentioned in this Act shall, unless a judge of the Supreme Court otherwise orders, be offered for sale by public auction or by tender. | 12. (1) Les biens meubles saisis en conformité avec un bref d'exécution ou en vertu d'un droit de saisie-gagerie et qui ne sont pas expressément mentionnés dans la présente loi sont, sauf ordonnance contraire d'un juge de la Cour suprême, vendus aux enchères ou par appel d'offres. | Vente des biens meubles |
|---------------------------|---|--|-------------------------|

| | | | |
|-------------------------------------|---|---|------|
| Notice of auction or sale by tender | (2) Notice of a public auction or sale by tender must be sent by registered mail to the creditor and debtor at their last known post office addresses at least 14 days before the public auction or sale by tender. | (2) Avis de la vente aux enchères ou de la vente par appel d'offres est posté, en recommandé, au créancier et au débiteur à leur dernière adresse postale connue au moins 14 jours avant la vente aux enchères ou l'appel d'offres. | Avis |
|-------------------------------------|---|---|------|

| | | | |
|-------------------------|--|--|-------------|
| Method of giving notice | (3) A public notice describing the property to be sold and stating the day, time and place of a public auction or sale by tender must (a) be posted for a period of at least 10 days before the auction or sale in the office of the Sheriff and, if the Sheriff directs, in any other places in the locality of the place where the auction or sale is to be | (3) Un avis public comportant une description des biens qui doivent être vendus et une indication du jour, de l'heure et du lieu de la vente doit : a) être affiché au bureau du shérif pendant une période minimale de dix jours précédant la mise aux enchères ou la vente et, si le shérif l'ordonne, à tout autre endroit dans la localité où la mise | Avis public |
|-------------------------|--|--|-------------|

- held; and
- (b) if the Sheriff directs and in accordance with the directions of the Sheriff, be advertised by publication in a newspaper circulating in the locality of the place where the auction or sale is to be held.

- aux enchères ou la vente doit avoir lieu;
- b) être publié dans un journal distribué dans cette localité, si le shérif l'ordonne, et en conformité avec ses instructions.

SALE OF LAND

VENTE DE BIENS-FONDS

Sale of land under writ of execution

13. (1) No sale of land shall, unless a judge of the Supreme Court otherwise orders, be made under a writ of execution

- (a) until after a return *nulla bona* in whole or in part; and
- (b) until after the expiration of one year from the date of the receipt of a copy of the writ of execution by the Registrar of Land Titles for the registration district in which the land is located.

13. (1) Sauf si un juge de la Cour suprême l'ordonne autrement, il ne peut être procédé à la vente d'un bien-fonds en vertu d'un bref d'exécution que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le bref d'exécution n'a pu être exécuté en tout ou en partie pour raison d'insuffisance de biens;
- b) une année s'est écoulée depuis la date de réception d'un double du bref d'exécution par le registrateur des titres de biens-fonds de la circonscription d'enregistrement où est situé le bien-fonds.

Vente de biens-fonds effectuée en vertu d'un bref d'exécution

Requirement for notice

(2) No land shall be sold under a writ of execution until after the giving of the notice of the sale by advertising or otherwise that may be directed by a judge of the Supreme Court.

(2) Il ne peut être procédé à la vente d'un bien-fonds en vertu d'un bref d'exécution qu'une fois que l'avis de la vente a été publié ou fait en conformité avec les instructions d'un juge de la Cour suprême.

Avis de la vente

Adjournment of sale

(3) Where at a sale by auction held by the Sheriff of land taken in execution

- (a) there are no bidders, or
- (b) the Sheriff receives for the land no bid that the Sheriff considers sufficient,

the Sheriff may adjourn the sale to a date to be subsequently fixed by the Sheriff and either to the same or a different place and, in any other case, notice of the adjourned sale shall be given in the manner set out in section 12.

(3) Lorsque le shérif procède à la vente aux enchères de biens-fonds en vertu d'un bref d'exécution et qu'il n'y a aucun enchérisseur ou qu'aucune offre, que le shérif estime être satisfaisante, n'est faite, ce dernier peut reporter la vente à une date ultérieure qu'il fixe, au même endroit ou ailleurs, et dans tout autre cas, un avis de la vente doit être donné en conformité avec l'article 12.

Report de la vente

Advertising expenses

(4) Where the amount authorized to be made and levied under a writ of execution is made and levied under the writ out of goods and chattels, the person issuing the writ is not entitled to the expenses of any advertising of land under the writ. R.S.N.W.T. 1988, c.8(Supp.),s.248.

(4) Lorsque le montant dont le prélèvement est autorisé par le bref d'exécution est réalisé sur les objets et chatels, la personne qui a décerné le bref n'a pas droit au remboursement des dépenses entraînées par l'annonce de la vente de biens-fonds effectuée en vertu du bref. L.R.T.N.-O. 1988, ch. 8 (Suppl.), art. 248.

Dépenses de publication

AGENT OF SHERIFF AND INVENTORY

MANDATAIRE DU SHÉRIF ET INVENTAIRE

Appointment of agent by Sheriff

14. The Sheriff may, at any time after making a seizure of goods under a writ of execution or by virtue of a power of distress, appoint the debtor or some other person as agent of the Sheriff to hold and keep the goods so seized for and on behalf of the Sheriff, where the debtor or other person signs an

14. Le shérif peut, à tout moment après avoir procédé à la saisie d'objets en conformité avec un bref d'exécution ou en vertu d'un droit de saisie-gagerie, nommer le débiteur ou toute autre personne comme son mandataire chargé de conserver les objets saisis en son nom. Le débiteur ou cette autre personne signe

Nomination d'un mandataire du shérif

undertaking to hold the goods seized as bailee for the Sheriff and to deliver up the possession of the goods to the Sheriff on demand.

alors l'engagement de conserver les biens saisis pour le shérif et de les lui remettre sur demande.

Delivery of inventory to owner

15. Where goods or chattels are seized, the Sheriff shall on request deliver to the person who is the owner of the goods or who is at the time of seizure in possession of the goods, or to the agent or employee of the person, an inventory of the goods seized before they are removed from the premises on which they have been seized.

15. Lorsque des objets ou des chatels sont saisis, le shérif est tenu, sur demande, de remettre au propriétaire des objets ou à celui qui en a la possession au moment de la saisie, ou à leur mandataire ou employé, un inventaire des biens saisis avant qu'ils ne soient enlevés des lieux.

Remise d'un inventaire au propriétaire

DISTRESS

Persons authorized to make distress

16. Unless it is otherwise ordered by a court or judge, no distress shall be made, taken, levied, executed or carried into effect except

- (a) by the Sheriff or a person authorized in writing to do so by the Sheriff; and
- (b) in the case of a distress for rent, between the hours of 8 a.m. and 8 p.m.

16. Sauf si un juge ou un tribunal l'ordonne autrement, il ne peut être procédé à une saisie-gagerie que par le shérif ou une personne qu'il autorise à cette fin par écrit et, dans le cas d'une saisie-gagerie pour non-paiement de loyer, qu'entre 8 h et 20 h.

Personnes autorisées à effectuer une saisie-gagerie

Distress for rent

17. (1) No landlord shall distrain for rent on goods and chattels that are the property of any person except the tenant or person who is liable for the rent, although the goods and chattels are found on the premises.

17. (1) Il est interdit au propriétaire de procéder à la saisie-gagerie pour non-paiement de loyer des objets et chatels qui sont la propriété d'une autre personne que le locataire ou que celle qui est tenue de payer le loyer, même si ces objets et chatels se trouvent sur les lieux.

Saisie-gagerie pour non-paiement de loyer

Exception

- (2) Subsection (1) does not apply
 - (a) in favour of a person claiming title under or by virtue of an execution against the tenant, or in favour of a person whose title is derived by purchase, gift, transfer or assignment from the tenant, whether absolute or in trust or by way of mortgage or otherwise;
 - (b) to the interest of the tenant in any goods on the premises and in the possession of the tenant under a contract for purchase or under a contract by which the tenant may become the owner of the goods on performance of a condition;
 - (c) where goods have been exchanged between two tenants or persons by the one borrowing or hiring from the other for the purpose of defeating the claim of or the right of distress by the landlord; or
 - (d) where the property is claimed by the spouse or any dependant or relative of the tenant where the spouse, dependant or relative lives on the premises as a member of the family of the tenant.

- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :
 - a) à la personne qui prétend avoir un titre en vertu d'une exécution forcée contre le locataire ou à la personne dont le titre est fondé sur un achat, un don, une cession ou un transfert du locataire, à titre absolu ou en fiducie, à titre d'hypothèque ou autrement;
 - b) aux intérêts que le locataire peut avoir sur certains objets situés sur les lieux et qu'il a en sa possession en vertu d'un contrat d'achat ou d'un contrat qui lui en transfère la propriété sous condition;
 - c) aux objets qui ont été échangés aux termes d'un prêt ou d'une location entre deux locataires ou personnes dans le but de faire échec à la prétention ou au droit de saisie-gagerie du propriétaire;
 - d) aux biens sur lesquels le conjoint, une personne à charge ou un parent du locataire prétend avoir un droit, s'ils demeurent sous le même toit que le locataire à titre de membre de sa famille.

Exceptions

| | | | |
|-----------------------------------|--|---|--|
| Distress for interest on mortgage | <p>18. (1) The right of a mortgagee of land or his or her assigns to distrain for interest in arrears or principal due on a mortgage is, notwithstanding anything stated to the contrary in the mortgage or in any agreement relating to the mortgage, limited</p> <p style="margin-left: 20px;">(a) to the goods and chattels of the mortgagor or his or her assigns; and</p> <p style="margin-left: 20px;">(b) only to the goods and chattels that are not exempt from seizure under execution.</p> | <p>18. (1) Le droit du créancier hypothécaire ou de ses cessionnaires d'effectuer une saisie-gagerie pour recouvrer les arrérages d'intérêts ou du principal du au titre d'une hypothèque est, par dérogation à toute autre disposition contraire de l'hypothèque ou de toute autre entente qui porte sur celle-ci, limité :</p> <p style="margin-left: 20px;">a) aux objets et chatels du débiteur hypothécaire ou de ses cessionnaires;</p> <p style="margin-left: 20px;">b) aux objets et chatels qui ne sont pas insaisissables par voie de saisie-exécution.</p> | Saisie-gagerie au titre d'une hypothèque |
| Interpleader rules | <p>(2) The Rules of the Supreme Court applicable to interpleader by the Sheriff apply to procedure by the Sheriff under this section.</p> | <p>(2) Les règles de la Cour suprême applicables à l'<i>interpleader</i> à l'instance du shérif s'appliquent aux procédures que le shérif intente sous le régime du présent article.</p> | <i>Interpleader</i> |
| Right to interpleader | <p>(3) The right of the Sheriff to interpleader relief under the Rules of the Supreme Court is not affected by the fact that the Sheriff has been provided with any security that the Sheriff is permitted to require under this Act.</p> | <p>(3) Le fait que le cautionnement que le shérif peut exiger en vertu de la présente loi lui a été remis ne porte pas atteinte à son droit de demander une ordonnance par voie d'<i>interpleader</i> sous le régime des règles de la Cour suprême.</p> | Droit du shérif à l' <i>interpleader</i> |
| Distress warrant | <p>19. (1) No distress shall be made and no levy shall be made under a distress unless the person entitled to cause the distress and levy to be made or his or her duly authorized agent has executed and delivered to a person authorized by this Act to make and levy a distress a proper warrant in that behalf.</p> | <p>19. (1) Il ne peut être procédé à une saisie-gagerie, ou à un prélèvement au titre de cette saisie, que si la personne qui a le droit de le faire, ou son mandataire, a passé et remis à la personne que la présente loi autorise à effectuer la saisie ou le prélèvement un bref de saisie-gagerie en bonne et due forme.</p> | Bref de saisie-gagerie |
| Security | <p>(2) No person to whom a distress warrant is delivered for execution is bound to proceed on it unless the person has been provided with the security that the person considers to be reasonably sufficient to indemnify the person in respect of his or her fees, charges and expenses, and any claims for damages in respect of the distress and levy, and anything done in relation to that.</p> | <p>(2) La personne à qui un bref de saisie-gagerie est remis en vue de son exécution n'est obligée de procéder à celle-ci que si on lui a remis le cautionnement qu'elle estime normalement suffisant pour couvrir ses frais et dépenses, ainsi que toute réclamation en dommages-intérêts pouvant découler de la saisie ou du prélèvement et tout autre débours lié à la saisie ou au prélèvement.</p> | Cautionnement pour frais |
| Definitions | <p>20. (1) In this section,</p> <p>"creditor" means the person who has a power of distress under a conditional sale agreement or a chattel mortgage; (<i>créancier</i>)</p> <p>"debtor" means the person who, under a conditional sale agreement or a chattel mortgage, is liable for the payment of money or the delivery up of goods or chattels, if the payment of the money or the delivery up of the goods or chattels is enforceable by distress or by proceedings in the nature of distress. (<i>débiteur</i>)</p> | <p>20. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.</p> <p>«créancier» La personne titulaire d'un droit de saisie-gagerie aux termes d'un contrat de vente conditionnelle ou d'une hypothèque mobilière. (<i>creditor</i>)</p> <p>«débiteur» La personne qui, aux termes d'un contrat de vente conditionnelle ou d'une hypothèque mobilière, est responsable du paiement d'une somme ou de la remise d'un objet ou chatel, si le paiement ou la remise peut faire l'objet d'une exécution forcée par voie de saisie-gagerie ou d'une procédure de même nature. (<i>debtor</i>)</p> | Définitions |
| Examination of debtor | <p>(2) At any time after a distress, a creditor may,</p> | <p>(2) Une fois la saisie-gagerie exécutée, le</p> | Interrogatoire du débiteur |

on the order of a judge of the Supreme Court, examine on oath

- (a) the debtor in respect of whom the distress was made, or
- (b) any other person whom the creditor, on reasonable grounds, believes to be in possession of or to have knowledge respecting the whereabouts of any goods or chattels that comprise the security of the creditor under the conditional sale agreement or the chattel mortgage,

before the Clerk of the Supreme Court, or before any other person named in the order, as to the whereabouts of the goods and chattels that comprise the security of the creditor under the conditional sale agreement or the chattel mortgage.

créancier peut, en conformité avec l'ordonnance d'un juge de la Cour suprême, interroger sous serment le débiteur visé par la saisie-gagerie ou toute autre personne que le créancier a des motifs raisonnables de croire être en possession des objets ou chatels qui constituent sa garantie aux termes du contrat de vente conditionnelle ou de l'hypothèque mobilière, pour savoir où ils se trouvent. L'interrogatoire a lieu devant le greffier de la Cour suprême ou devant toute autre personne qui est désignée dans l'ordonnance et porte sur le lieu où se trouvent les objets et chatels qui constituent la garantie du créancier aux termes du contrat de vente conditionnelle ou de l'hypothèque mobilière.

Rules of
S u p r e m e
Court

(3) In an examination under this section, the Rules of the Supreme Court apply, with such modifications as the circumstances require, as if the examination of the debtor under this section were an examination of a judgment debtor under the Rules of the Supreme Court.

(3) Les règles de la Cour suprême applicables aux interrogatoires des débiteurs judiciaires s'appliquent à l'interrogatoire visé au présent article, compte tenu des adaptations de circonstance.

Règles de la
Cour suprême

ENTRY AND NOTICE

ACCÈS ET AVIS

Entry into
buildings to
effect seizure

- 21.** (1) For the purpose of
- (a) effecting a seizure of goods and chattels authorized by a writ of execution or a distress warrant, or
 - (b) obtaining the possession of any goods that have previously been seized,

the person lawfully charged with the execution of the writ of execution or distress warrant may, where it is not possible otherwise to effect the seizure or to obtain possession of the goods previously seized, either by himself or herself or with the assistance of the persons that he or she may request, break open the door of any building, other than a private dwelling-house, in which the goods and chattels liable to seizure are contained, and on the order of a judge of the Supreme Court may similarly break open the door of a private dwelling-house.

21. (1) La personne légalement chargée d'exécuter un bref d'exécution ou un bref de saisie-gagerie ou de prendre possession des objets qui ont déjà été saisis peut, lorsqu'il est impossible d'agir autrement, forcer la porte d'un bâtiment, seule ou avec l'aide des personnes à qui elle a fait appel. Elle ne peut toutefois forcer la porte d'une maison d'habitation qu'en conformité avec l'ordonnance d'un juge de la Cour suprême.

Accès
aux lieux

Where entry
effected

(2) Where a building or dwelling-house is broken into under subsection (1), the person so doing shall ensure that the building or dwelling-house is properly secured after possession of goods has been effected.

(2) La personne qui force la porte d'un bâtiment en vertu du paragraphe (1) est tenue, une fois qu'elle a pris possession des objets recherchés, de veiller à ce que le bâtiment soit bien fermé.

Obligation du
saisissant

Definition of
"mobile home"

22. (1) In this section, "mobile home" means

- (a) a vacation trailer or house trailer; or
- (b) a structure, whether ordinarily equipped with wheels or not, that is constructed or manufactured to be moved from one point to another by being towed or

22. (1) Au présent article, l'expression «maison mobile» s'entend :

- a) soit d'une remorque qui sert de local d'habitation à titre permanent ou pour les loisirs;
- b) soit d'une construction, habituellement

Définition de
«maison
mobile»

carried and to provide living accomodation for one or more persons.

munie ou non de roues, construite de façon à pouvoir être déplacée d'un point à un autre et à servir de local d'habitation pour une ou plusieurs personnes.

Application for order

(2) Where a mobile home is seized under a writ of execution or a distress warrant, if

- (a) the mobile home is occupied by the debtor or any other person, and
- (b) the occupant fails, on demand, to deliver up possession of the mobile home,

the creditor, on notice of motion to the occupant, may apply to a judge of the Supreme Court who may make an order directing the occupant to deliver up possession of the mobile home.

(2) Lorsque l'occupant, qu'il s'agisse du débiteur ou d'une autre personne, d'une maison mobile saisie en vertu d'un bref d'exécution ou d'un bref de saisie-gagerie refuse d'obtempérer à l'ordre qui lui est donné de remettre la possession de la maison mobile, le créancier, à la condition de faire parvenir un avis de sa requête à l'occupant, peut demander à un juge de la Cour suprême de rendre une ordonnance enjoignant à celui-ci de remettre la possession de la maison mobile.

Demande d'ordonnance judiciaire

Contents of order

(3) The order referred to in subsection (2) must provide that

- (a) if the occupant fails to deliver up possession of the mobile home within the time specified in the order, the Sheriff shall eject and remove the occupant together with all goods and chattels the occupant may have in the mobile home; and
- (b) if it is not possible otherwise to obtain possession, the person charged with the execution of the order may, either by himself or herself or with the assistance of the persons that he or she may request, break open the door of the mobile home.

(3) L'ordonnance doit prévoir que :

- a) si l'occupant refuse de remettre la possession de la maison mobile avant l'expiration du délai fixé dans l'ordonnance, le shérif procédera à son expulsion et à l'enlèvement de ses objets et chatels qui se trouvent à l'intérieur de la maison mobile;
- b) s'il est impossible d'agir autrement, la personne chargée de l'exécution de l'ordonnance peut, seule ou avec l'aide des personnes à qui elle le demande, forcer la porte de la maison mobile.

Contenu de l'ordonnance

Authority to possess

(4) On there being filed with the Sheriff an affidavit

- (a) showing service of the order referred to in subsection (2) on the occupant, and
- (b) stating that the occupant has failed to deliver up possession of the mobile home as required by the order,

the Sheriff or the Sheriff's bailiff shall, with the assistance that he or she may require, proceed without delay to obtain possession of the mobile home as authorized by the order.

(4) Lorsqu'un affidavit faisant état de la signification à l'occupant de l'ordonnance et du fait que celui-ci n'a pas remis la possession de la maison mobile en conformité avec l'ordonnance est déposé auprès du shérif, celui-ci ou son huissier peut, avec l'aide qu'il peut demander, procéder sans délai à la prise de possession de la maison mobile en conformité avec l'ordonnance.

Droit de prise de possession

Effecting seizure

23. (1) In order to effect the seizure of goods or chattels under a writ of execution or by virtue of a power of distress, the person duly authorized to effect the seizure shall

- (a) serve on the debtor, and if there is more than one debtor, on each one of them, or on an adult member of the household of the debtor,
- (b) attach to the goods to be seized or some or all of them, or
- (c) post up on a conspicuous place on the

23. (1) La personne autorisée à saisir des objets ou chatels en vertu d'un bref d'exécution ou d'un bref de saisie-gagerie doit, pour procéder à la saisie, signifier au débiteur, ou à chacun d'eux, en cas de pluralité de débiteurs, ou à un adulte qui fait partie de sa famille un avis de saisie réglementaire et un avis d'opposition à saisie réglementaire. Cette personne doit aussi joindre une copie de ces avis aux objets saisis, ou à certains d'entre eux, et en afficher un exemplaire dans un endroit bien en vue sur les lieux où elle procède à la saisie.

Saisie

premises on which the goods or some part of them are located at the time of seizure,
a notice of seizure in the prescribed form and a notice of objection to seizure in the prescribed form.

| | | | |
|---------------------|---|---|--------------------------|
| Length of seizure | (2) A seizure made under this Act shall be deemed to be a continuing seizure (a) until such time as the Sheriff by notice in writing releases the seizure; or (b) until the goods or property under seizure have been sold. | (2) La saisie visée à la présente loi est continue et se termine lorsque le shérif, par avis écrit, en donne mainlevée ou lorsque les objets saisis sont vendus. | Durée de la saisie |
| Sticker | (3) Where, in the opinion of the person authorized to effect a seizure, any particular goods or chattels are not readily distinguishable and identifiable from other similar goods or chattels, the person so authorized may affix to the goods or chattels a sticker in the prescribed form. | (3) La personne autorisée à procéder à une saisie place un autocollant réglementaire sur les objets et chatels qui, à son avis, sont difficiles à identifier ou à distinguer des autres objets ou chatels semblables. | Autocollant |
| Contents of sticker | (4) The sticker referred to in subsection (3) must (a) briefly describe the article to which it is attached; and (b) be signed by the Sheriff or other person authorized to effect the seizure. | (4) L'autocollant mentionné au paragraphe (3) comporte une courte description de l'article sur lequel il est apposé et doit être signé par le shérif ou la personne autorisée à procéder à la saisie. | Contenu de l'autocollant |

PROCEDURE RELATING TO SALE

PROCÉDURE CONCERNANT LA VENTE

| | | | |
|-------------------------------------|---|--|-----------------------------------|
| Procedure | 24. (1) The notice of seizure referred to in subsection 23(1) must bear a heading in red letters and larger type than the body of the document, "NOTICE OF SEIZURE OF GOODS", and the names of the debtor and creditor must be inserted in the notice before the seizure is made. | 24. (1) Le titre suivant doit être imprimé en gros caractères et en lettres rouges sur l'avis de saisie mentionné au paragraphe 23(1) : «AVIS DE SAISIE». Les noms du débiteur et du créancier doivent aussi y être inscrits avant que la saisie ne soit faite. | Procédure |
| Notice of objection | (2) A notice of objection must contain the respective names and, where possible, the addresses of the creditor and debtor and shall be accompanied by a sufficiently stamped envelope addressed to the Sheriff. | (2) Les noms et, si possible, les adresses du créancier et du débiteur doivent être inscrits sur l'avis d'opposition et une enveloppe affranchie, adressée au shérif, doit y être annexée. | Avis d'opposition |
| Objection to removal and sale | 25. Where a person who is liable for the payment of a debt for which seizure is made, objects to the removal and sale of the goods seized, the person shall sign a notice of objection and within 14 days of the date after the seizure cause it to be delivered to the Sheriff but the absence of the signature or the post office address of the debtor does not invalidate a duly made notice of objection. | 25. La personne qui est responsable du paiement d'une dette à l'origine d'une saisie qui s'oppose à l'enlèvement et à la vente des objets saisis doit signer l'avis d'opposition et le faire remettre au shérif dans les 14 jours suivant la saisie. Toutefois, l'absence de la signature ou de l'adresse postale du débiteur ne porte pas atteinte à la validité de l'avis d'opposition. | Idem |
| Disposal of seized goods | 26. Where no notice of objection is received by the Sheriff within 14 days after a seizure of goods, the goods seized may be disposed of according to law. | 26. Si le shérif ne reçoit aucun avis d'opposition dans les 14 jours suivant la saisie, il peut être disposé des objets saisis en conformité avec la loi. | Disposition des biens saisis |
| Application for order to remove and | 27. (1) Where the Sheriff receives a notice of objection pursuant to section 25, the Sheriff shall | 27. (1) Le shérif qui reçoit un avis d'opposition sous le régime de l'article 25 en informe immédiatement le | Demande d'ordonnance d'enlèvement |

| | | | |
|-------------------------|--|--|----------------------------------|
| sell | immediately notify the creditor and upon that the creditor may apply to a judge of the Supreme Court for an order for the removal and sale or for the removal or the sale of the property seized or any part of it. | créancier. Celui-ci peut alors demander à un juge de la Cour suprême de rendre une ordonnance d'enlèvement et de vente, ou d'enlèvement ou de vente, de la totalité ou d'une partie des biens saisis. | et de vente |
| Contents of application | (2) Where a creditor applies under subsection (1), the application shall, as far as is reasonably possible, specify and describe the particular property in respect of which the order is sought. | (2) La demande doit, dans toute la mesure du possible, décrire de façon précise les biens à l'égard desquels l'ordonnance est demandée. | Contenu de l'ordonnance |
| Notice | (3) Seven days notice of an application referred to in subsection (1), or such other notice as the judge of the Supreme Court may direct, must be given to the debtor. | (3) L'ordonnance au débiteur doit faire l'objet d'un préavis de sept jours, ou de tout autre préavis, selon qu'un juge de la Cour suprême l'ordonne. | Préavis |
| Summary disposal | (4) Every application referred to in subsection (1) must be dealt with in a summary manner and may be adjourned from time to time. | (4) La demande est entendue de façon sommaire et peut faire l'objet d'un ou de plusieurs ajournements. | Procédure sommaire |
| Order | <p>28. (1) On the hearing of an application referred to in subsection 27(1), the evidence may be taken either orally or by affidavit as the judge of the Supreme Court may direct, and the judge may</p> <p>(a) either refuse the application, or make an order for the removal or sale of the goods or both;</p> <p>(b) where the goods seized are subject to a conditional sale agreement or are the goods to recover the price of which the seizure is made, order, with the consent of the creditor, that the goods be delivered up to the creditor in satisfaction of all sums payable under the seizure or the part of the sums that the judge considers proper;</p> <p>(c) make an order on the terms and conditions as to costs that the judge determines;</p> <p>(d) by the same order, or on the application of the debtor by a subsequent order, suspend the operation of the order pending the payment of the debt by the instalments that the judge may fix, or require security for the performance of the conditions that the judge may impose; and</p> <p>(e) order the release of all or any part of the goods seized.</p> | <p>28. (1) Lors de l'audition de la demande visée au paragraphe 27(1), la preuve peut être recueillie oralement ou par voie d'affidavit en conformité avec les instructions du juge de la Cour suprême. Celui-ci peut alors :</p> <p>a) rejeter la demande ou rendre une ordonnance prévoyant soit l'enlèvement et la vente des biens, soit l'une de ces opérations;</p> <p>b) lorsque les objets saisis sont visés par un contrat de vente conditionnelle ou que la saisie a été effectuée en recouvrement de leur prix de vente, ordonner, si le créancier y consent, que les objets lui soient remis à titre de paiement de toutes les sommes qui lui étaient dues ou de la partie des sommes que le juge estime indiquée;</p> <p>c) rendre l'ordonnance qu'il estime indiquée concernant les dépens;</p> <p>d) dans la même ordonnance ou, si le débiteur lui en fait la demande dans une ordonnance subséquente, suspendre l'exécution de l'ordonnance tant que le débiteur effectue les versements sur sa dette que le juge a fixés ou ordonner le dépôt d'un cautionnement pour garantir l'exécution des conditions que le juge ordonne;</p> <p>e) ordonner la restitution de la totalité ou d'une partie des objets saisis.</p> | Ordonnance |
| Sale directions | (2) Where the judge orders a sale, the judge may give directions as to the manner, time and place of the sale and any other directions that to the judge seem proper and convenient, and may give leave to any | (2) Le juge de la Cour suprême qui ordonne une vente peut donner les instructions qu'il estime indiquées, notamment sur les modalités, le moment et le lieu de la vente. Il peut aussi autoriser une partie à | Instructions concernant la vente |

| | | | |
|---------------------------------------|--|---|--------------------------------------|
| | party to bid or submit a tender at the sale. | enchérir ou à présenter une soumission lors de la vente. | |
| Description of property | (3) An order made under this section shall, as far as is reasonably possible, specify and describe the particular property in respect of which the order is made. | (3) L'ordonnance rendue sous le régime du présent article comporte, dans toute la mesure du possible, une description précise des biens visés. | Description |
| Disputes | (4) Where, on the hearing of an application under this section, it is made to appear that there is a dispute as to (a) the right to make a seizure, (b) the amount payable in respect of the seizure, or (c) the ownership of the goods seized, the judge may proceed to hear and determine the dispute in a summary manner on notice to the persons that the judge may direct and on evidence given either orally or by affidavit that the judge considers proper. | (4) Le juge de la Cour suprême qui entend la demande présentée sous le régime du présent article peut trancher tout litige qui lui est soumis à cette occasion et qui porte sur : a) le droit de saisie; b) les montants payables au titre de la saisie; c) le droit de propriété sur les objets saisis. Il décide de ces litiges selon une procédure sommaire après avoir donné un avis aux personnes qu'il estime intéressées, la preuve étant présentée soit oralement, soit par voie d'affidavit, selon qu'il l'estime indiqué. | Litiges |
| Appeal | (5) No appeal lies from an order of a judge of the Supreme Court under this section or section 27 except where the indebtedness in question exceeds \$200. | (5) Il ne peut être interjeté appel de l'ordonnance du juge de la Cour suprême en vertu du présent article ou de l'article 27 que dans le cas où la dette est supérieure à 200 \$. | Appel |
| Where no notice of objection received | 29. (1) Where no notice of objection is received by the Sheriff within 14 days after the seizure of goods (a) the Sheriff may, on the instructions of the creditor, proceed to sell the goods seized in the manner set out in this Act; (b) if the creditor is entitled to do so, the creditor may sell the goods seized or cause the goods to be sold by a person other than the Sheriff, either by public auction, sale by tender or private sale, on giving to the debtor five days notice in writing of the intention of the creditor to exercise his or her rights to do so; or (c) on the application to the Sheriff by the debtor stating that in the opinion of the debtor the value of the goods seized is greater than the amount of the claim of the creditor and costs, the Sheriff, if the Sheriff is satisfied that it is proper in the circumstances to do so, may direct that the goods seized be sold only subject to the approval of the Sheriff, and in that event no sale of the goods shall be made by the creditor until the approval of the Sheriff has been obtained and the proceeds of the sale shall be paid to the Sheriff to be dealt with by the Sheriff according to law. | 29. (1) Lorsque le shérif n'a reçu aucun avis d'opposition dans les 14 jours suivant la saisie : a) il peut, en conformité avec les instructions du créancier, procéder à la vente des objets saisis de la façon prévue par la présente loi; b) le créancier, s'il en a le droit, peut vendre les objets saisis ou les faire vendre par une autre personne que le shérif, soit aux enchères publiques, par appel d'offres ou de gré à gré, à la condition de donner au débiteur un préavis écrit de cinq jours de son intention d'exercer son droit de vente; c) le shérif peut, si le débiteur lui présente une demande indiquant qu'à son avis la valeur des objets saisis est supérieure au montant réclamé par le créancier et aux frais, et s'il estime indiqué, compte tenu des circonstances, d'agir ainsi, ordonner que les objets saisis soient vendus sous réserve de son approbation. Dans ce cas, le créancier ne peut procéder à la vente des objets avant d'avoir reçu l'approbation du shérif et le produit de la vente doit être versé au shérif pour qu'il en dispose en conformité avec la loi. | Absence d'avis d'opposition à saisie |

| | | | |
|-------------------------------------|--|--|--|
| Where goods delivered to creditor | (2) Where goods under seizure are delivered into the possession of a creditor for the purposes of sale under paragraph (1)(b), the Sheriff is relieved of all further responsibility in respect of the goods. | (2) Lorsque les objets saisis sont remis au créancier pour qu'il les vende en vertu de l'alinéa (1)b), le shérif est libéré de toute responsabilité à l'égard de ceux-ci. | Remises |
| Duties of creditor | (3) Where the creditor makes or effects a sale under paragraph (1)(b), the creditor shall, <ul style="list-style-type: none"> (a) within 30 days after the sale, file with the Sheriff a statutory declaration setting out <ul style="list-style-type: none"> (i) the particulars of the sale, (ii) the amount realized by the sale, and (iii) the necessary and proper disbursements and fees in connection with the sale, which disbursements shall not exceed those that the Sheriff would have been entitled to charge if the sale had been effected by the Sheriff; and (b) immediately after the sale, where <ul style="list-style-type: none"> (i) the proceeds of the sale exceed the amount for which the seizure was made together with the disbursements, or (ii) the amount for which the seizure was made together with the disbursements is realized by the sale of a part only of the goods seized, <p style="margin-left: 40px;">deliver the excess proceeds and any goods unsold to the Sheriff for delivery to the persons lawfully entitled to them.</p> | (3) Le créancier qui procède à une vente en vertu de l'alinéa (1)b) est tenu : <ul style="list-style-type: none"> a) de déposer auprès du shérif, dans les 30 jours suivant la vente, une déclaration solennelle comportant les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none"> (i) les conditions de la vente, (ii) le produit de la vente, (iii) un état des frais et débours qu'il a engagés à l'égard de la vente, ceux-ci ne pouvant toutefois être supérieurs à ceux que le shérif aurait le droit d'exiger s'il avait procédé à la vente lui-même; b) lorsque le produit de la vente est supérieur au montant de la créance à l'origine de la saisie et des débours ou que ce montant et les débours ont été couverts par la vente d'une partie seulement des objets saisis, remettre au shérif, immédiatement après la vente, le solde du produit de la vente et les objets non vendus pour que celui-ci les remette aux personnes qui y ont droit. | Obligations du créancier |
| Disposal of goods seized by Sheriff | 30. (1) Notwithstanding anything in this Act, where the Sheriff <ul style="list-style-type: none"> (a) has lawfully seized goods under a writ of execution or by virtue of a power of distress, and (b) believes that it is necessary or advisable that the goods be taken by the Sheriff and removed, <p>the Sheriff may make the removal and disposition of the goods that the Sheriff considers necessary without an order.</p> | 30. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le shérif, s'il estime nécessaire ou souhaitable que les objets qu'il a légalement saisis en vertu d'un bref d'exécution ou d'un bref de saisie-gagerie soient enlevés, peut procéder à leur enlèvement et en disposer selon qu'il l'estime nécessaire sans ordonnance. | Enlèvement des objets saisis par le shérif |
| Sale of perishables | (2) Where any of the goods lawfully seized are of a perishable nature, the Sheriff may sell the goods in any manner that the Sheriff considers proper without an order, and the proceeds of the sale shall take the place of and be dealt with as if the proceeds were the goods so sold. | (2) Le shérif peut, de la façon qu'il estime indiquée et sans ordonnance, vendre les objets périssables qu'il a saisis. Le produit de la vente est alors assimilé aux objets eux-mêmes. | Vente d'objets périssables |
| Adjournment of sale | 31. (1) Where property taken in execution or by virtue of a power of distress is offered for sale by auction or tender and | 31. (1) Le shérif peut ajourner la vente des biens saisis en vertu d'un bref d'exécution ou d'un bref de saisie-gagerie et mis en vente aux enchères publiques | Ajournement |

| | | | |
|---|---|---|------------------------|
| | <p>(a) there are no bids or tenders made for the property or any part of it, or</p> <p>(b) the bids or tenders made are, in the opinion of the Sheriff, inadequate having regard to the value of the property taken in execution or under the power of distress and offered for sale,</p> <p>the Sheriff may adjourn the sale.</p> | <p>ou par appel d'offres dans les cas suivants :</p> <p>a) aucune soumission ou enchère n'a été présentée à l'égard de la totalité ou d'une partie des biens;</p> <p>b) les soumissions ou enchères présentées sont, de l'avis du shérif, trop basses compte tenu de la valeur des biens.</p> | |
| Notice | <p>(2) Where an adjournment of the sale referred to in subsection (1) is</p> <p>(a) for a period of more than seven days, or</p> <p>(b) to a different place,</p> <p>the Sheriff shall give five days notice of the adjourned sale in the manner set out in section 12.</p> | <p>(2) Lorsque la vente est ajournée pour une période supérieure à sept jours ou à un lieu différent, le shérif est tenu de donner un avis de cinq jours de la reprise de la vente en conformité avec l'article 12.</p> | Avis |
| Idem | <p>(3) Where the sale referred to in subsection (1) has been adjourned <i>sine die</i>, the Sheriff shall give notice of the adjourned sale in the manner set out in section 12.</p> | <p>(3) Lorsque la vente est ajournée sans qu'une date ne soit fixée, le shérif est tenu de donner avis de l'ajournement en conformité avec l'article 12.</p> | Idem |
| Sale by private contract | <p>32. Where goods or chattels taken in execution or by virtue of a power of distress have been offered for sale and remain unsold, the Sheriff may, without a writ of <i>venditioni exponas</i>, sell the goods by private contract to the creditor or to any other person if the price offered for the property is, in the opinion of the Sheriff, a fair and reasonable price having regard to all the circumstances.</p> | <p>32. Lorsque les objets ou chatels saisis ont été mis en vente mais n'ont pas été vendus, le shérif peut, sans obtenir un bref de <i>venditioni exponas</i>, les vendre de gré à gré au créancier ou à toute autre personne qui, de l'avis du shérif, lui en offre un prix juste et raisonnable, compte tenu des circonstances.</p> | Vente privée |
| Application for order to restrain proceedings by creditor | <p>33. (1) The debtor or any person claiming an interest in goods or chattels seized in execution or by virtue of a power of distress may, at any time after the seizure and before the goods or chattels have been sold, apply to a judge of the Supreme Court, on four days notice to the creditor or other notice to the creditor that the judge may direct, for an order restraining the creditor from proceeding to remove or sell or remove and sell all or any of the goods or chattels seized.</p> | <p>33. (1) Le débiteur ou la personne qui prétend avoir un intérêt sur les objets ou chatels saisis en vertu d'un bref d'exécution ou d'un bref de saisie-gagerie peut, après la saisie mais avant la vente, demander à un juge de la Cour suprême, à la condition de donner au créancier un préavis de quatre jours ou tout autre préavis ordonné par le juge, de rendre une ordonnance enjoignant au créancier de ne pas procéder à l'enlèvement et à la vente des objets ou chatels saisis, ou à l'une de ces opérations.</p> | Demande d'interdiction |
| Refusal of application | <p>(2) A judge of the Supreme Court may</p> <p>(a) refuse the application referred to in subsection (1); or</p> <p>(b) where the judge is satisfied that it is proper and convenient in the circumstances to do so,</p> <p>(i) grant the application in whole or in part subject to any conditions that the judge considers proper, and</p> <p>(ii) order that the seizure be released and that the goods or chattels seized be disposed of in the manner that the judge considers proper in the circumstances.</p> | <p>(2) Le juge de la Cour suprême peut :</p> <p>a) soit rejeter la demande;</p> <p>b) soit, s'il l'estime indiqué compte tenu des circonstances, accueillir la demande en tout ou en partie sous réserve des modalités qu'il estime indiquées et ordonner la mainlevée de la saisie. Il est alors disposé des objets ou chatels saisis de la façon que le juge estime indiquée compte tenu des circonstances.</p> | Ordonnance |

| | | | |
|---|--|--|---|
| Costs against debtor | 34. Where a creditor claims under a bill of sale, chattel mortgage or lien note or for rent proceeds concurrently by way of distress and by way of action in a court for the recovery of the indebtedness, no costs or other disbursements shall be allowed in the action against the debtor except on the order of a judge and on the notice that the judge may direct. | 34. Lorsque le créancier procède au recouvrement de la somme qui lui est due aux termes d'un contrat de vente, d'une hypothèque mobilière, d'un privilège ou du loyer non payé, à la fois par saisie-gagerie et par action devant un tribunal, les frais ou autres débours ne peuvent être accordés contre le débiteur que si un juge l'ordonne et après que l'avis ordonné par le juge a été donné. | Frais et débours contre le débiteur |
| Sale of goods without warranty of title | 35. Where the Sheriff sells goods or chattels under execution or power of distress, the sale shall be without warranty of title and the purchaser, on paying the purchase price, acquires as a result of that the precise interest and no more in the goods or chattels that are lawfully sold under the writ of execution or power of distress. | 35. La vente des objets ou chatels saisis en vertu d'un bref d'exécution ou d'un droit de saisie-gagerie n'emporte pas garantie du titre de propriété. En payant le prix d'achat, l'acheteur n'acquiert que les droits qui sont rattachés aux objets ou chatels ainsi vendus. | Absence de garantie du titre de propriété |
| Service of notices by mail | 36. (1) Except as otherwise provided in this Act, a notice required to be served on a person pursuant to this Act may be served by sending the notice by registered mail to the person at his or her last known post office address. | 36. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi, la signification à une personne d'un avis prévu par la présente loi peut s'effectuer par l'envoi de l'avis par la poste, en recommandé, à sa dernière adresse connue. | Signification par la poste |
| Affidavit of service | <p>(2) A notice referred to in subsection (1) shall be deemed to have been duly served on proof being made by affidavit stating</p> <p>(a) that the notice was sent by registered mail to the person to be served at his or her last known post office address;</p> <p>(b) the date and place of mailing of the registered letter; and</p> <p>(c) the date at which the registered letter would, in the ordinary course of mail, reach its destination.</p> | <p>(2) L'avis est réputé avoir été signifié correctement lorsque les éléments suivants sont prouvés par affidavit :</p> <p>a) l'avis a été envoyé par la poste, en recommandé, à la personne visée à sa dernière adresse connue;</p> <p>b) la date et le lieu de la mise à la poste;</p> <p>c) la date à laquelle l'envoi recommandé serait normalement livré.</p> | Affidavit de signification |
| Date of service | (3) The date on which a registered letter would, in the ordinary course of mail, reach its destination shall be deemed to be the date of service of the notice referred to in subsection (1). | (3) La date à laquelle un envoi recommandé serait normalement livré est réputée celle de la signification de l'avis mentionné au paragraphe (1). | Date de la signification |
| <i>Creditors Relief Act</i> | 37. (1) The <i>Creditors Relief Act</i> does not apply to the proceeds of sale of property seized and sold otherwise than under a writ of execution. | 37. (1) La <i>Loi sur le désintéressement des créanciers</i> ne s'applique pas au produit de la vente des biens saisis et vendus autrement qu'en vertu d'un bref d'exécution. | <i>Loi sur le désintéressement des créanciers</i> |
| Surplus money | <p>(2) Notwithstanding subsection (1), where a chattel has been seized and sold in the exercise of a power of distress to which this Act applies, any surplus money remaining in the hands of the Sheriff after the Sheriff has</p> <p>(a) paid in full the claim of the person who exercised the power of distress, and</p> <p>(b) deducted the fees and expenses of the Sheriff and any claims for damages in respect of the distress and levy,</p> <p>shall be deemed to be the proceeds of property seized</p> | <p>(2) Par dérogation au paragraphe (1), est réputé constituer le produit de la vente des biens saisis et vendus en vertu d'un bref d'exécution et avoir été saisis au nom de tous les créanciers qui, au titre de la <i>Loi sur le désintéressement des créanciers</i>, ont le droit de participer à la distribution des sommes que récupère le shérif à la suite d'une telle saisie le solde de la vente des chatels qui ont été saisis et vendus dans l'exercice d'un droit de saisie-gagerie auquel la présente loi s'applique, une fois que le shérif a payé en entier la créance de la personne qui a exercé son</p> | Solde du prix de vente |

and sold under a writ of execution and to have been attached on behalf of all creditors who are entitled by the *Creditors Relief Act* to share in any money received by the Sheriff by reason of a seizure or attachment.

droit de saisie-gagerie, en a déduit ses frais et dépenses et a payé les réclamations éventuelles en dommages-intérêts qui découlent de la saisie-gagerie et de l'enlèvement des biens meubles.

Exemption

(3) Subsection (2) does not apply to goods or chattels seized and sold under a power of distress that are exempt from seizure under the *Exemptions Act*, and the surplus money remaining in the hands of the Sheriff shall be paid to the person from whom the goods or chattels were seized.

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas aux objets ou chatels saisis et vendus en vertu d'un droit de saisie-gagerie qui sont insaisissables en vertu de la *Loi sur les biens insaisissables*. Le solde que le shérif peut avoir est remis au saisi.

Exception

BOND OF INDEMNITY

CAUTIONNEMENT

Seizure of property not in possession of debtor

38. (1) The Sheriff is not under a duty to seize property that is in the possession of a person, other than the debtor, who claims any interest in the property or right to the property unless the creditor

- (a) delivers to the Sheriff in writing
 - (i) instructions to seize the property, and
 - (ii) a description of the property to be seized that will enable the Sheriff to identify it; and
- (b) provides the Sheriff with a good and sufficient bond of indemnity to the satisfaction of the Sheriff.

38. (1) Le shérif n'est pas obligé de saisir des biens qui sont en possession d'une autre personne que le débiteur et qui prétend avoir sur ceux-ci un intérêt, notamment un droit de propriété, sauf si le créancier remet au shérif :

- a) l'ordre écrit de saisir ces biens, accompagné d'une description des biens à saisir suffisamment précise pour permettre au shérif de les identifier;
- b) le cautionnement que celui-ci estime suffisant.

Saisie des biens en possession de tiers

Exception

(2) Notwithstanding subsection (1), no bond of indemnity is required where the Maintenance Enforcement Administrator instructs the Sheriff to seize property in order to enforce a maintenance order pursuant to the *Maintenance Orders Enforcement Act*.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), le dépôt d'un cautionnement n'est pas obligatoire lorsque le directeur du Bureau des ordonnances alimentaires ordonne au shérif de saisir des biens afin d'exécuter une ordonnance alimentaire en vertu de la *Loi sur l'exécution des ordonnances alimentaires*.

Exception

Assignment of bond

(3) A bond taken by the Sheriff pursuant to this section is assignable to any person, other than the debtor, who claims an interest in the property seized, and must contain a condition that the persons executing the bond are liable for the damages, costs and expenses

- (a) that the Sheriff or a person claiming an interest in the property might incur by reason of the seizure and any subsequent proceedings including interpleader proceedings, if any; and
- (b) that are not recovered from any other persons who are liable for the payment of those damages, costs and expenses.

(3) Le cautionnement peut être cédé à toute personne, à l'exception du débiteur, qui prétend avoir un intérêt sur les biens saisis. Il comporte une disposition qui prévoit que les cautions peuvent être tenues responsables des dommages, frais et dépenses auxquels le shérif ou toute personne prétendant avoir un intérêt sur les biens saisis pourrait être tenu en raison de la saisie et de toute autre procédure subséquente, notamment les procédures d'*interpleader*, et qui ne sont pas recouverts des autres personnes qui en sont responsables.

Cession du cautionnement

Reference to judge of Supreme Court

(4) Where a difference arises as to the bond to be provided pursuant to this section, the Sheriff shall, on the request of the creditor, refer the matter to a judge of the Supreme Court for determination.

(4) En cas de litige concernant le cautionnement, le shérif est tenu, à la demande du créancier, de soumettre la question à la décision d'un juge de la Cour suprême.

Renvoi à un juge de la Cour suprême

APPLICATIONS TO JUDGE OF
SUPREME COURT

DEMANDES À UN JUGE DE
LA COUR SUPRÊME

| | | | |
|--|---|--|------------------------|
| Application for directions | <p>39. (1) The Sheriff may on his or her own motion apply to a judge of the Supreme Court for direction where the Sheriff has any doubt as to the exercise by the Sheriff of any power, duty or authority conferred or imposed on the Sheriff by this Act.</p> | <p>39. (1) Le shérif peut, de sa propre initiative, demander à un juge de la Cour suprême de lui donner des instructions dans les cas où il a quelque doute que ce soit concernant l'exercice des attributions que lui confère la présente loi.</p> | Demande d'instructions |
| <i>Idem</i> | <p>(2) At any time after a distress, the creditor or debtor may on his or her motion apply to a judge of the Supreme Court for directions with respect to the exercise or intended exercise by the Sheriff of any of the powers or duties conferred on the Sheriff by this Act.</p> | <p>(2) Après l'exécution d'une saisie-gagerie, le créancier ou le débiteur peut, de sa propre initiative, demander à un juge de la Cour suprême de donner des directives concernant l'exercice, réel ou projeté, par le shérif des attributions que la présente loi lui confère.</p> | <i>Idem</i> |
| Order | <p>(3) On an application made under subsection (1) or (2), the judge may</p> <ul style="list-style-type: none">(a) on the notice to the parties that the judge considers proper, and(b) after hearing the evidence that the judge considers necessary, <p>make an order giving directions not inconsistent with this Act that the judge considers proper and convenient.</p> | <p>(3) Le juge de la Cour suprême qui est saisi d'une demande présentée en vertu des paragraphes (1) ou (2) peut, après avoir fait donner aux parties le préavis qu'il estime indiqué et avoir entendu les éléments de preuve qu'il juge nécessaires, donner par ordonnance les instructions qu'il estime indiquées dans la mesure où elles sont compatibles avec la présente loi.</p> | Ordonnance |
| Immunity | <p>(4) No action or proceeding lies against the Sheriff for anything done under or in conformity with any directions given under subsection (3).</p> | <p>(4) Aucune action ou autre procédure ne peut être intentée contre le shérif pour tout geste accompli sous le régime des instructions qui lui sont données en vertu du paragraphe (3).</p> | Immunité |
| Notice of intention to release seizure | <p>40. (1) The Sheriff may, at any time after a seizure under a writ of execution or a power of distress has been in effect for six months, serve on</p> <ul style="list-style-type: none">(a) the party who instructed the seizure, or(b) in the case of a seizure under a writ of execution, all persons having subsisting writs of execution in the hands of the Sheriff, <p>a notice in writing informing each person so served that, on the expiration of a period of 60 days after the date of service of the notice, the Sheriff intends to release the seizure unless before that time application is made to a judge of the Supreme Court for an order continuing the seizure.</p> | <p>40. (1) Le shérif peut, à compter de l'expiration d'un délai de six mois suivant la saisie effectuée en vertu d'un bref d'exécution ou de saisie-gagerie, signifier à la partie qui a demandé la saisie ou, dans le cas d'une saisie effectuée en vertu d'un bref d'exécution, à toutes les personnes titulaires d'un bref de saisie-exécution en cours de validité et déposé auprès du shérif, un avis écrit les informant qu'à l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la date de la signification, il a l'intention de donner mainlevée de la saisie, sauf si, avant cette date, une demande d'ordonnance de maintien en vigueur de la saisie est présentée à un juge de la Cour suprême.</p> | Préavis de mainlevée |
| Release | <p>(2) The Sheriff may release the seizure where no application is made under subsection (1).</p> | <p>(2) Le shérif peut donner mainlevée lorsqu'aucune demande n'est présentée en vertu du paragraphe (1).</p> | Mainlevée |
| Notice | <p>(3) An application referred to in subsection (1) may be made <i>ex parte</i> or on the notice that a judge of the Supreme Court may direct, but in every case the applicant must serve the Sheriff with notice of the application.</p> | <p>(3) La demande peut être faite sans préavis ou après que l'avis qu'ordonne un juge de la Cour suprême ait été donné. Toutefois, dans tous les cas, le demandeur est tenu de signifier au shérif un avis de sa demande.</p> | Avis |
| Order to | <p>(4) A judge may, on hearing the application</p> | <p>(4) Lors de l'audition de la demande, le juge de</p> | Ordonnance |

| | | | |
|-----------------|---|--|--------------------------|
| release | referred to in subsection (1), make an order providing for the release of or the continuation of the seizure on the terms including costs that the judge considers proper. | la Cour suprême peut rendre une ordonnance prévoyant la mainlevée de la saisie ou son maintien en vigueur en conformité avec les modalités, notamment quant aux frais, qu'il estime indiquées. | |
| Date of service | (5) For the purposes of subsection (1), the date of service shall, where service is made by ordinary mail, be deemed to be the date on which the notice would have arrived at the last known address of the person served in the ordinary course of delivery, if the notice is in fact addressed to the last known address of that person and placed in the mail. | (5) Pour l'application du paragraphe (1), la date de la signification d'un avis qui est envoyé par la poste à la dernière adresse connue du destinataire est celle à laquelle normalement l'avis aurait été livré. | Date de la signification |

OFFENCES AND PUNISHMENT

INFRACTIONS ET PEINES

| | | | |
|----------------------------------|--|---|------------------------|
| Unauthorized seizure or distress | <p>41. Every person who</p> <p>(a) in contravention of this Act and under a power of distress, makes a seizure or levies a distress or does any act for the purpose of carrying a seizure or levy into effect, or</p> <p>(b) by means of threats of seizure or sale obtains or takes or receives from a person goods or chattels or the proceeds of goods or chattels when he or she is not at that time fully authorized to make a seizure or levy a distress in respect of the goods or chattels,</p> <p>is guilty of an offence and liable on summary conviction,</p> <p>(c) if an individual,</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) for the first offence, to a fine not exceeding \$500 and, in default of payment, to imprisonment for a term not exceeding six months, and</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) for each subsequent offence, to imprisonment without the option of a fine for a term not exceeding six months, and</p> <p>(d) if a corporation, to a fine not exceeding \$500.</p> | <p>41. Quiconque :</p> <p>a) soit effectue une saisie en vertu d'un droit de saisie-gagerie ou obtient une saisie-gagerie, ou accomplit un geste dans ce but en contravention avec la présente loi;</p> <p>b) soit obtient ou accepte de qui que ce soit, par des menaces de saisie ou de vente, des objets ou des chatels, ou le produit de leur vente, au moment où il n'est pas parfaitement autorisé à procéder à une saisie ou à obtenir une saisie-gagerie à l'égard de ces objets ou chatels,</p> <p>commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :</p> <p>c) dans le cas d'une personne physique :</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) lors de la première infraction, d'une amende maximale de 500 \$ et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement maximal de six mois,</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) en cas de récidive, d'un emprisonnement maximal de six mois sans avoir la faculté de choisir plutôt l'application d'une amende;</p> <p>d) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 500 \$.</p> | Saisies non autorisées |
|----------------------------------|--|---|------------------------|

| | | | |
|-----------------------------------|--|---|--|
| Non-delivery of goods or chattels | <p>42. (1) Every person who</p> <p>(a) is under a duty to deliver to the Sheriff goods or chattels that have been seized by the Sheriff, and</p> <p>(b) defaults in delivering the goods or chattels to the Sheriff within a reasonable time after being required to do so by the Sheriff,</p> <p>is liable to attachment on application to a judge of the Supreme Court and may be proceeded against as for a civil contempt of court.</p> | <p>42. (1) Peut faire l'objet de procédures pour outrage au tribunal en matière civile et de la contrainte par corps, à la condition qu'une demande en ce sens soit présentée à un juge de la Cour suprême, quiconque a l'obligation de remettre au shérif des objets ou chatels qui ont été saisis par celui-ci et qui fait défaut de les lui remettre dans un délai raisonnable après la demande en ce sens que lui a présentée le shérif.</p> | Défaut de remettre des objets ou chatels |
|-----------------------------------|--|---|--|

| | | | |
|-------------|---|---|-----------|
| Application | (2) An application under subsection (1) must be | (2) La demande doit être faite, sur avis de | Procédure |
|-------------|---|---|-----------|

| | | | |
|-----------------------------------|--|---|-----------------------------------|
| procedure | made on notice of motion by the person on whose behalf the goods or chattels were seized by the Sheriff. | motion, par la personne au nom de qui le shérif a saisi les objets ou chatels. | |
| Contravention of subsection 29(3) | <p>43. Every person who contravenes subsection 29(3) is guilty of an offence and liable on summary conviction,</p> <p>(a) if an individual, to a fine not exceeding \$300 and, in default of payment, to imprisonment for a term not exceeding six months; and</p> <p>(b) if a corporation, to a fine not exceeding \$500.</p> | <p>43. Quiconque contrevient au paragraphe 29(3) commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :</p> <p>a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 300 \$ et, à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement maximal de six mois;</p> <p>b) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 500 \$.</p> | Contravention du paragraphe 29(3) |
| Stickers on articles | <p>44. Every person who</p> <p>(a) removes, transfers, defaces or otherwise interferes with a sticker affixed to an article pursuant to subsection 23(3), or</p> <p>(b) removes or interferes with an article to which a sticker has been affixed pursuant to subsection 23(3),</p> <p>is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$200 or, in default of payment, to imprisonment for a term not exceeding 60 days or to both.</p> | <p>44. Commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 200 \$ ou, à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement maximal de 60 jours, ou des deux peines à la fois, quiconque :</p> <p>a) enlève, déplace, abîme un autocollant placé sur un objet en vertu du paragraphe 23(3) ou, d'une façon générale, y porte atteinte;</p> <p>b) enlève un objet sur lequel un autocollant a été placé en vertu du paragraphe 23(3) ou, d'une façon générale, y porte atteinte.</p> | Autocollants |

REGULATIONS

| | | | |
|-------------|---|--|------------|
| Regulations | <p>45. The Commissioner, on the recommendation of the Minister, may make regulations</p> <p>(a) governing the procedure to be followed under this Act that is not inconsistent with this Act;</p> <p>(b) prescribing the form of the notice of seizure and notice of objection to seizure referred to in subsection 23(1);</p> <p>(c) prescribing forms to be used in proceedings authorized by this Act;</p> <p>(d) prescribing a tariff of fees, costs and charges for services rendered by the Clerk of the Supreme Court and the Sheriff pursuant to this Act; and</p> <p>(e) prescribing the form of the sticker referred to in subsection 23(3).</p> | <p style="text-align: center;">RÈGLEMENTS</p> <p>45. Sur recommandation du ministre, le commissaire peut, par règlement :</p> <p>a) régir la procédure à suivre sous le régime de la présente loi d'une façon compatible avec celle-ci;</p> <p>b) fixer le formulaire des avis de saisie et des avis d'opposition à saisie visés au paragraphe 23(1);</p> <p>c) fixer les formulaires à utiliser dans les procédures prévues par la présente loi;</p> <p>d) fixer le tarif des honoraires, frais et droits à l'égard des gestes accomplis par le greffier de la Cour suprême et le shérif sous le régime de la présente loi;</p> <p>e) fixer la forme de l'autocollant visé au paragraphe 23(3).</p> | Règlements |
|-------------|---|--|------------|

TABLE OF CONTENTS**TABLE DES MATIÈRES**

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

1 Définitions

APPLICATION

CHAMP D'APPLICATION

Application of Act

2 (1) Champ d'application

Non-application of Act

(2) Non-application

PROPERTY GENERALLY

DISPOSITIONS GÉNÉRALES
CONCERNANT LES BIENS

Binding effect of writ of execution

3 Objets visés par un bref d'exécution

Power to seize and sell

4 (1) Droit de saisie

Vesting on sale

(2) Transfert des droits

MONEY AND SECURITIES

ARGENT ET TITRES DE CRÉANCE

Seizure of money and securities

5 (1) Argent et titres de créance

Power of Sheriff to hold securities

(2) Pouvoir du shérif

Assignment

(3) Cession

Discharge of Sheriff

(4) Quittance

Discharge on payment

(5) Effet du paiement au shérif

Moneys payable to persons entitled

(6) Remise des sommes recouvrées

SHARES AND DIVIDENDS

ACTIONS ET DIVIDENDES

Definition of "bank or corporation"

6 (1) Définition de «banque ou personne morale»

Seizure of shares and dividends

(2) Saisie des actions et des dividendes

Power to seize

(3) Droit de saisie

Where transfer invalid

(4) Nullité du transfert

Where seizure may be made

(5) Lieu de la saisie

Scope of seizure and sale

(6) Portée de la saisie et de la vente

Where notice must be served

(7) Transmission de l'avis de signification

Service after sale

(8) Signification après la vente

Rights of purchaser

(9) Droits de l'acheteur

Rights of creditor

7 Droits du créancier

Sale procedure for shares in private company or
non-distributing corporation

8 (1) Saisie et vente des actions

Where shares not sold

(2) Vente au grand public

MORTGAGES AND ENCUMBRANCES

HYPOTHÈQUES ET CHARGES

Seizure of mortgage

9 (1) Saisie d'une hypothèque

Charging of mortgage

(2) Remise de l'avis

Duty on receipt of notice

(3) Obligation du fonctionnaire compétent

Requirement for notice

(4) Avis de la saisie

Payments after notice

(5) Paiements après l'avis de la saisie

Order of sale

10 Vente

GOODS AND CHATTELS

OBJETS ET CHATELS

Seizure of goods and chattels

11 Saisie des objets et chatels

SALE GENERALLY

DISPOSITIONS GÉNÉRALES
CONCERNANT LA VENTE

Sale of personal property
Notice of auction or sale by tender
Method of giving notice

12 (1) Vente des biens meubles
(2) Avis
(3) Avis public

SALE OF LAND

VENTE DE BIENS-FONDS

Sale of land under writ of execution

Requirement for notice
Adjournment of sale
Advertising expenses

13 (1) Vente de biens-fonds effectuée en vertu d'un
bref d'exécution
(2) Avis de la vente
(3) Report de la vente
(4) Dépenses de publication

AGENT OF SHERIFF
AND INVENTORY

MANDATAIRE DU SHÉRIF
ET INVENTAIRE

Appointment of agent by Sheriff
Delivery of inventory to owner

14 Nomination d'un mandataire du shérif
15 Remise d'un inventaire au propriétaire

DISTRESS

SAISIE-GAGERIE

Persons authorized to make distress

Distress for rent
Exception
Distress for interest on mortgage
Interpleader rules
Right to interpleader
Distress warrant
Security
Definitions
Examination of debtor
Rules of Supreme Court

16 Personnes autorisées à effectuer une
saisie-gagerie
17 (1) Saisie-gagerie pour non-paiement de loyer
(2) Exceptions
18 (1) Saisie-gagerie au titre d'une hypothèque
(2) *Interpleader*
(3) Droit du shérif à l'*interpleader*
19 (1) Bref de saisie-gagerie
(2) Cautionnement pour frais
20 (1) Définitions
(2) Interrogatoire du débiteur
(3) Règles de la Cour suprême

ENTRY AND NOTICE

ACCÈS ET AVIS

Entry into buildings to effect seizure
Where entry effected
Definition of "mobile home"
Application for order
Contents of order
Authority to possess
Effecting seizure
Length of seizure
Sticker
Contents of sticker

21 (1) Accès aux lieux
(2) Obligation du saisissant
22 (1) Définition de «maison mobile»
(2) Demande d'ordonnance judiciaire
(3) Contenu de l'ordonnance
(4) Droit de prise de possession
23 (1) Saisie
(2) Durée de la saisie
(3) Autocollant
(4) Contenu de l'autocollant

PROCEDURE RELATING TO SALE

PROCÉDURE CONCERNANT
LA VENTE

| | |
|---|--|
| Procedure | 24 (1) Procédure |
| Notice of objection | (2) Avis d'opposition |
| Objection to removal and sale | 25 <i>Idem</i> |
| Disposal of seized goods | 26 Disposition des biens saisis |
| Application for order to remove and sell | 27 (1) Demande d'ordonnance d'enlèvement et de vente |
| | (2) Contenu de l'ordonnance |
| Contents of application | (3) Préavis |
| Notice | (4) Procédure sommaire |
| Summary disposal | 28 (1) Ordonnance |
| Order | (2) Instructions concernant la vente |
| Sale directions | (3) Description |
| Description of property | (4) Litiges |
| Disputes | (5) Appel |
| Appeal | 29 (1) Absence d'avis d'opposition à saisie |
| Where no notice of objection received | (2) Remises |
| Where goods delivered to creditor | (3) Obligations du créancier |
| Duties of creditor | 30 (1) Enlèvement des objets saisis par le shérif |
| Disposal of goods seized by Sheriff | (2) Vente d'objets périssables |
| Sale of perishables | 31 (1) Ajournement |
| Adjournment of sale | (2) Avis |
| Notice | (3) <i>Idem</i> |
| <i>Idem</i> | 32 Vente privée |
| Sale by private contract | 33 (1) Demande d'interdiction |
| Application for order to restrain proceedings by creditor | (2) Ordonnance |
| Refusal of application | 34 Frais et débours contre le débiteur |
| Costs against debtor | 35 Absence de garantie du titre de propriété |
| Sale of goods without warranty of title | 36 (1) Signification par la poste |
| Service of notices by mail | (2) Affidavit de signification |
| Affidavit of service | (3) Date de la signification |
| Date of service | 37 (1) <i>Loi sur le désintéressement des créanciers</i> |
| <i>Creditors Relief Act</i> | (2) Solde du prix de vente |
| Surplus money | (3) Exception |
| Exemption | |

BOND OF INDEMNITY

| | |
|---|--|
| Seizure of property not in possession of debtor | 38 (1) Saisie des biens en possession de tiers |
| Exception | (2) Exception |
| Assignment of bond | (3) Cession du cautionnement |
| Reference to judge of Supreme Court | (4) Renvoi à un juge de la Cour suprême |

APPLICATIONS TO JUDGE OF SUPREME COURT

| | |
|--|-------------------------------|
| Application for directions | 39 (1) Demande d'instructions |
| <i>Idem</i> | (2) <i>Idem</i> |
| Order | (3) Ordonnance |
| Immunity | (4) Immunité |
| Notice of intention to release seizure | 40 (1) Préavis de mainlevée |
| Release | (2) Mainlevée |
| Notice | (3) |
| Order to release | (4) Avis |
| Date of service | (5) Ordonnance |

CAUTIONNEMENT

| | |
|--|------------------------------|
| | (5) Date de la signification |
|--|------------------------------|

DEMANDES À UN JUGE DE LA COUR SUPRÊME

| | |
|--|--|
| | |
|--|--|

OFFENCES AND PUNISHMENT

Unauthorized seizure or distress
Non-delivery of goods or chattels
Application procedure
Contravention of subsection 29(3)
Stickers on articles

REGULATIONS

Regulations

INFRACTIONS ET PEINES

41 Saisies non autorisées
42 (1) Défaut de remettre des objets ou chatels
(2) Procédure
43 Contravention du paragraphe 29(3)
44 Autocollants

RÈGLEMENTS

45 Règlements

